

Pays-Bas/Vingt ans après l'adoption du Statut de Rome

La CPI se cherche un nouveau souffle

AFP

La Haye/Pays-Bas

D'où l'appel de son procureur Fatou Bensouda en direction des Etats afin que ces derniers s'engagent dans la poursuite des responsables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

LA Cour pénale internationale (CPI), dont l'image a été abîmée par l'acquiescement le mois dernier d'un ancien chef de guerre congolais, a exhorté hier les nations à monter au créneau dans la poursuite des responsables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

"Deux décennies après la ratification du Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, le navire de la justice internationale se trouve en eaux troubles", a déclaré le procureur de la Cour, Mme

Fatou Bensouda, appelant à "imposer la culture de la responsabilité face aux crimes les plus atroces".

"La modification rapide du climat politique, la diminution des ressources et de la coopération avec les Etats, ainsi que des exigences de plus en plus importantes de la Cour créent des vagues dans la lutte contre l'impunité", a ajouté Mme Bensouda lors d'une cérémonie organisée en l'honneur du vingtième anniversaire de la ratification du traité.

Depuis sa création en 2002, la CPI n'a condamné que trois personnes, toutes d'origine sub-saharienne : deux chefs de milices congolaises et un islamiste malien. La Cour, qui compte désormais 123 États membres, a été critiquée par certains pays qui prétendent qu'elle cible injustement les nations africaines.

Visé par une enquête sur



Photo : LBON

La procureure de la CPI, Fatou Bensouda : "Le navire de la justice internationale se trouve en eaux troubles".

des crimes contre l'humanité présumés qui auraient fait au moins 1 200 morts, le Burundi est devenu en octobre le premier pays à quitter la CPI.

"Gardons l'espoir que le froid calcul de la politique internationale n'atteigne pas le bon fonctionnement de cette institution", a poursuivi le procureur, désavouée par l'acquiescement surprise le mois dernier en

appel d'un ancien chef de guerre et ex-vice-président de RDC, Jean-Pierre Bemba.

Condamné à 18 ans de prison en première instance pour des crimes commis en Centrafrique, M. Bemba a retrouvé la liberté, un camouflet pour l'accusation désormais engagée dans un conflit ouvert avec les juges de la Cour.

La chambre d'appel a es-

timé qu'il n'avait pas été prouvé que M. Bemba, qui n'était pas lui-même présent en Centrafrique lors des faits, aurait pu contrôler à distance les agissements de sa milice, le Mouvement de libération du Congo.

« La CPI est une institution mondiale vitale. Je dis "vitale" parce que le monde a plus que jamais besoin de la CPI » avec "la prolifération alarmante des crimes les plus graves à travers le monde", a renchéri le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, invité à la cérémonie.

"J'exhorte donc tous les États à ne pas politiser les décisions de la Cour, mais à toujours garder à l'esprit la raison d'être de la Cour" et de ses défis, "qui ne sont pas insurmontables", a-t-il ajouté, appelant également le tribunal à lutter contre la corruption, notamment dans les pays africains.

L'Afrique en bref

• **Libye/Migrants. Une survivante et deux morts sur un radeau**



Photo : AFP

Les secouristes de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms en patrouille au large de la Libye ont découvert les restes d'un canot avec une femme encore en vie et les cadavres d'une autre femme et d'un petit garçon, a constaté un photographe de l'AFP.

• **Tanzanie/Politique. Au pouvoir "pour l'éternité"**

Le président tanzanien John Magufuli a affirmé que le parti dont il est le leader resterait "au pouvoir à jamais, pour l'éternité", dans une allocution retransmise lundi soir en direct à la radio et à la télévision.

• **Zimbabwe/Elections. L'opposition compte sur les observateurs africains**

Le chef de l'opposition zimbabwéenne Nelson Chamisa a appelé hier les observateurs africains à veiller à la transparence des élections générales du 30 juillet, les premières depuis la chute en novembre du président Robert Mugabe, excluant de boycotter les scrutins malgré ses craintes de fraude.

A travers le monde

• **Afghanistan/Conflit. 15 talibans tués par l'EI**
Une quinzaine de talibans ont été tués hier dans une attaque attribuée au groupe Etat islamique visant des funérailles dans le nord de l'Afghanistan, ont annoncé les autorités locales.

• **Proche-Orient/Conflit. Israël renforce le blocus sur Gaza**

Israël a renforcé encore davantage le blocus sur la bande de Gaza, en réaction aux cerf-volants incendiaires lancés ces derniers mois depuis l'enclave palestinienne, qui ont provoqué des dommages pour son secteur agricole et contribué au risque d'embrassement.

• **Syrie/Conflit. 15 civils tués dans des frappes aériennes**

Au moins 15 civils ont été tués hier dans des frappes aériennes visant le sud de la Syrie, secteur sensible où le pouvoir de Bachar al-Assad et son allié russe sont engagés contre des insurgés, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cameroun/Conflit en zone anglophone

Un mort dans des affrontements à Bamenda

AFP

Yaoundé/Cameroun

UNE personne a été tuée hier à Bamenda, chef-lieu de la région du Nord-Ouest anglophone au Cameroun, où des affrontements entre l'armée et des séparatistes ont été signalés, a-t-on appris de source médicale et auprès de témoins.

"Le corps d'une personne tuée en ville a été déposé à la morgue", a déclaré à l'AFP une source proche des services de santé de Bamenda, confirmant une information rapportée par un témoin.

"La victime a reçu des balles devant une (banque de) microfinance au rond-point Hospital", un grand carrefour de la ville, où des affrontements ont eu lieu entre forces camerounaises

et séparatistes anglophones armés, a indiqué ce témoin. La victime est un combattant séparatiste, selon lui.

D'autres témoins ont raconté à l'AFP que des séparatistes armés avaient brandi hier matin des armes en ville, demandant aux commerçants de fermer boutique. Un mot d'ordre de journée "ville-morte" avait été lancé par les séparatistes jusqu'à ce mercredi.

Les forces de sécurité sont alors intervenues, selon ces mêmes témoins.

La ville de Bamenda, épicentre de la crise anglophone à ses débuts fin 2016, connaît depuis près d'une semaine un fort regain de tension ayant fait plusieurs morts.

Cinq personnes dont des étudiants ont été "abattues" par l'armée le 11 juillet en banlieue de la ville, à Bam-



Photo : AFP

La ville de Bamenda où des affrontements ont fait un mort hier.

endi, selon l'ONG Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique (CDHDA), dirigée par le célèbre avocat anglophone Felix Agbor Nkongho.

"Un étudiant de deuxième année du Département de géographie (...) a été abattu par l'armée", a confirmé l'Université de Bamenda

dans un communiqué publié le 13 juillet.

Le 12 juillet à Batibo, à 40 km de Bamenda, "15 civils, dont un enseignant et sept membres de sa famille (sa femme, trois enfants, son père, sa mère et sa belle-mère)" ont été tués par l'armée, selon le CDHDA. Le gouvernement n'avait

pas réagi hier à ces accusations.

Dans les deux régions anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les combats sont devenus quotidiens entre les forces de sécurité et des séparatistes armés réclamant la création d'un Etat anglophone indépendant.

Ce conflit armé de plus en plus violent, ainsi que celui contre le groupe jihadiste Boko Haram dans le nord du pays, pourraient perturber le scrutin présidentiel prévu le 7 octobre, selon les analystes.

Le président Paul Biya, 85 ans dont 35 au pouvoir, s'est déclaré candidat la semaine dernière à un septième mandat consécutif. Ses partisans estiment qu'il est le mieux à même de répondre à la crise anglophone, ses opposants l'accusant d'en être responsable.

Guinée équatoriale/Politique

Un opposant demande le départ du gouvernement en plein dialogue

AFP

Malabo/Guinée équatoriale

"Le gouvernement est parfaitement légitime", a rétorqué son porte-parole.

UN dirigeant de l'opposition en Guinée équatoriale a réclamé, hier, en plein "dialogue national" à Malabo, la démission du gouvernement qui n'a pas respecté la promesse du président Teodoro Obiang Nguema de libérer les prisonniers politiques. "Ce gouvernement est incapable d'appliquer et de res-

pecter les lois, il doit démissionner", a déclaré au deuxième jour du "dialogue national" Andres Esono Ondo, secrétaire général de Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), deuxième parti d'opposition de Guinée équatoriale.

Il a noté que "treize jours après" un décret présidentiel du 4 juillet portant sur une amnistie totale des prisonniers politiques, "aucun n'a été libéré".

"Le gouvernement est parfaitement légitime", a rétorqué Eugenio Nze Obiang, porte-parole du gouvernement. "Et ce n'est pas à ce forum

(du dialogue national) que sa continuité doit être questionnée", a-t-il ajouté.

Un "dialogue national" voulu par le président Teodoro Obiang Nguema s'est ouvert lundi en l'absence des principaux leaders de l'opposition.

Ni Gabriel Nse Obiang, chef du principal parti d'opposition, Citoyens pour l'innovation (CI) dissous en février, ni Severo Moto Nsa, chef d'un gouvernement en exil, n'étaient présents.

"Ce dialogue ne doit pas seulement nous servir pour voir d'où on vient, mais aussi de regarder vers où on va", avait

déclaré le président Obiang Nguema en ouvrant les travaux de ce dialogue qui doit s'achever vendredi.

A la surprise générale, le président avait décrété le 4 juillet "une amnistie totale" en faveur de tous les prisonniers politiques et de tous les opposants condamnés ou interdits d'activité.

L'amnistie était l'une des principales conditions posées par l'opposition de l'intérieur et de la diaspora pour prendre part à ce dialogue national.

Lors du dialogue doivent être abordés "des sujets tels que la démocratie, les droits